

La fédération canadienne face à l'enjeu des changements climatiques



la Confédération
de demain

RAPPORT TIRÉ DU SONDAGE
DE 2021 AUPRÈS DES CANADIENS
SUR LA CONFÉDÉRATION
DE DEMAIN

Sommaire

JUIN 2021

**Environics
Institute**
For Survey Research

**CANADAWEST
FOUNDATION**


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

**JOHNSON
SHOYAMA**
GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY
URGINA ▽ USASK

IRPP

INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY

 **StFX**
UNIVERSITY

BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Les sondages sur la Confédération de demain sont des enquêtes annuelles menées conjointement par les grands organismes de politiques publiques suivants : **l'Environics Institute for Survey Research, Canada West Foundation, le Centre d'analyse politique – Constitution et Fédéralisme, l'Institut de recherche en politiques publiques, le Brian Mulroney Institute of Government et la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy.** Ils permettent aux Canadiens d'exprimer leur avis sur les grands enjeux qui orientent l'avenir de la fédération et de leurs communautés politiques. L'enquête de 2021 repose sur un sondage auprès de 5 814 adultes, mené en ligne du 25 janvier au 17 février (dans les provinces) ainsi qu'en ligne et au téléphone du 25 janvier au 1er mars (dans les territoires). Les résultats du sondage sont pondérés selon la région, le genre, l'âge, la langue, le niveau d'éducation, le statut d'immigrant et l'identité autochtone afin de s'assurer qu'ils sont représentatifs à l'échelle nationale. Lorsque les résultats sont présentés pour les territoires (individuellement ou combinés), ils sont pondérés séparément afin de s'assurer qu'ils sont représentatifs de cette région.

L'Environics Institute tient à remercier l'Institut de recherche en politiques publiques pour son soutien dans la traduction du sommaire du présent rapport.

Sommaire

Avant que n'éclate la pandémie de COVID-19, les changements climatiques s'étaient imposés parmi les principaux sujets de préoccupation des Canadiens. Un an plus tard, la situation a complètement changé et c'est évidemment la crise sanitaire qui éclipse tous les autres enjeux. La plupart des Canadiens n'en continuent pas moins de soutenir les mesures de lutte contre les changements climatiques, y compris le remplacement graduel des combustibles fossiles par des énergies renouvelables. Depuis deux ans, l'appui aux politiques climatiques d'Ottawa a même progressé dans chacune des provinces qui ont contesté la tarification du carbone devant les tribunaux. Et si les avis sur la question restent quelque peu partagés, ils divergent non seulement entre les régions mais au sein même de chaque province et région du pays.

L'environnement et l'économie

Vaut-il mieux protéger l'environnement ou les emplois ? La question divise les Canadiens en deux camps égaux. Par rapport au début de 2020 (soit avant la pandémie), ceux qui privilégient l'environnement sont toutefois un peu moins nombreux dans chaque province et territoire, sauf en Nouvelle-Écosse.

Dans la plupart des provinces, la proportion de Canadiens qui jugent plus important de protéger l'environnement que les emplois est assez proche de la moyenne nationale, ce qui dénote un faible écart entre les régions. À deux exceptions près : en Nouvelle-Écosse, où l'appui à la priorisation de l'environnement est sensiblement plus élevé, et en Alberta, où il est sensiblement moindre. Cet appui reste supérieur à la moyenne dans les trois territoires.

Moyens de lutte contre les changements climatiques : réduire progressivement l'utilisation des combustibles fossiles ?

Partout au pays, une majorité relative de Canadiens privilégient une approche des changements climatiques qui prévoit une réduction progressive de l'utilisation des combustibles fossiles. Moins nombreux sont ceux qui

soutiennent l'option présentée dans le sondage d'une réduction rapide (même au prix de pertes d'emplois dans des secteurs comme ceux du pétrole et du gaz) et la troisième option qui propose de ne pas trop se soucier de réduire l'utilisation des combustibles fossiles (pour protéger les emplois). Les avis sur la question ont très peu changé depuis l'an dernier.

Si l'option d'une réduction graduelle arrive partout en tête, celle d'une réduction rapide donne lieu à certaines variations. Le Québec est ainsi la seule province où elle se classe au deuxième rang. En Ontario et en Colombie-Britannique, on appuie dans des proportions semblables l'option d'une réduction rapide et celle de ne pas trop se soucier de réduire, alors qu'on soutient beaucoup plus fortement cette dernière (ne pas trop se soucier de réduire) en Alberta et en Saskatchewan.

Des divergences aussi marquées que prévisibles s'observent aussi entre partisans des différents partis politiques fédéraux. Ceux du Parti libéral, du NPD, du Parti vert et du Bloc québécois privilégient très majoritairement l'élimination des combustibles fossiles pour lutter contre les changements climatiques, les avis différant quelque peu sur le rythme rapide ou graduel de leur abandon. En revanche, ceux du Parti conservateur sont beaucoup plus divisés sur la nécessité même d'éliminer les combustibles fossiles.

Mais il ne suffit pas d'observer que l'enjeu des changements climatiques divise les Canadiens par région et appartenance politique. D'abord parce qu'il y a d'importants écarts entre les partisans du Parti conservateur ou des formations de droite des différentes régions du pays. Ensuite parce que l'ampleur des divergences partisans est très variable. Moins apparentes au Québec que partout ailleurs, elles sont beaucoup plus marquées en Ontario et en Colombie-Britannique, atteignant un sommet en Saskatchewan et surtout en Alberta. Si la moyenne des Albertains privilégie ainsi d'autres options que les Québécois, le clivage gauche-droite démontre aussi une division profonde au sein même de l'Alberta.

Priorités de la lutte contre les changements climatiques

Tout comme en 2020, les points d'accord et de désaccord sur les priorités d'une stratégie climatique se répartissent cette année dans l'ensemble du pays.

D'une part, la préservation de la vigueur des économies régionales est généralement perçue comme la grande priorité partout au pays. Dans chaque région, le maintien de faibles taux d'imposition figure aussi parmi les trois premières priorités. À l'autre bout du spectre, la mesure visant à minimiser l'interférence gouvernementale dans l'économie de libre marché se classe partout au dernier ou à l'avant-dernier rang.

D'autre part, d'importants écarts s'observent sur la priorité à donner au respect des cibles internationales de réduction des gaz à effet de serre ou à la protection des emplois dans l'industrie pétrolière et gazière. Le respect des cibles de réduction figure partout parmi les quatre premières priorités, à l'exception notable de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Saskatchewan et de l'Alberta. À l'inverse, la protection des emplois de l'industrie pétrolière et gazière se classe en queue de peloton au Québec, au Manitoba et en Colombie-Britannique, mais elle est jugée nettement plus prioritaire à Terre-Neuve-et-Labrador, en Saskatchewan, en Alberta et dans le Nord.

Pour autant, ces divergences d'avis n'opposent pas nécessairement l'Ouest au reste du pays puisque certains des plus grands écarts s'observent au sein même de cette région (l'Alberta, par exemple, divergeant d'avis avec le Manitoba et la Colombie-Britannique). C'est dans le Nord, en Alberta et à Terre-Neuve-et-Labrador qu'on juge surtout prioritaire d'intégrer la protection des emplois de l'industrie pétrolière et gazière à toute stratégie climatique. Et c'est au Québec, au Manitoba et en Colombie-Britannique qu'on privilégie le moins cette approche.

Confiance à l'égard des gouvernements fédéral et provinciaux

À l'heure actuelle, seulement le tiers des Canadiens font davantage confiance à Ottawa pour prendre les meilleures décisions en matière de stratégie climatique. Un peu plus du quart font tout autant confiance à Ottawa et à leur gouvernement provincial ou territorial, un cinquième ne se fient à aucun des deux ordres de gouvernement, et ils sont encore moins nombreux à faire davantage confiance à leur gouvernement provincial ou territorial.

Soulignons que depuis 2019, la proportion de Canadiens qui font davantage confiance à Ottawa sur cette question a augmenté dans chacune des provinces qui ont mené la contestation de la politique fédérale de tarification du carbone devant les tribunaux, l'augmentation la plus forte s'observant en Saskatchewan et en Alberta.

Cette confiance est mieux répartie sur la question de la gestion des ressources énergétiques, environ le quart des Canadiens se fiant davantage à leur gouvernement provincial ou territorial, la même proportion faisant tout autant confiance aux deux ordres de gouvernement ou se fiant principalement à Ottawa. Mais de nouveau, les avis par province ont évolué, surtout en Alberta et en Saskatchewan. Ainsi, la proportion des Albertains qui se fient surtout à Ottawa pour gérer les ressources énergétiques a triplé depuis 2019. Et si les Albertains comme les Saskatchewanais restent nettement plus enclins à faire confiance à leur gouvernement provincial plutôt qu'à Ottawa, l'écart entre ces deux points de vue a diminué depuis deux ans.

Confiance à l'égard des dirigeants

Les Canadiens sont plus enclins à faire confiance aux leaders de groupes environnementaux qu'aux chefs d'entreprise et aux dirigeants politiques. C'est dans le Nord, au Québec et au Canada atlantique que les leaders environnementaux inspirent la plus grande confiance. Et c'est en Alberta, plus que partout ailleurs, qu'on fait le moins confiance aux dirigeants de chacun des trois domaines (environnement, affaires et politique).

En termes d'évolution des opinions, le contraste entre Québécois et Albertains est particulièrement saisissant. Au milieu des années 2000, la cote de confiance des dirigeants politiques et des chefs d'entreprise était à son plus haut en Alberta et à son plus bas au Québec. En 2021, la situation s'est inversée : cette cote est à son plus bas en Alberta et à son plus haut au Québec.

Confiance à l'égard des leaders de groupes environnementaux : des écarts grandissants

La confiance suscitée par les leaders de groupes environnementaux a reculé de 2002 à 2021, mais à des degrés variables selon les segments de population. Elle est restée stable chez les partisans du Parti libéral du Canada, mais elle a diminué chez ceux du NPD. Elle a aussi diminué chez ceux du Parti conservateur par rapport à la confiance suscitée en 2002 chez les partisans du Parti progressiste-conservateur et de l'Alliance canadienne. Si bien qu'aujourd'hui, les divergences d'avis entre partisans des partis fédéraux au pouvoir et des partis d'opposition sont beaucoup plus marquées qu'il y a 20 ans. À mesure que les changements climatiques se sont élevés au rang de priorité nationale, la question de l'environnement est ainsi devenue plus partisane, et donc plus conflictuelle ou polarisée.

Enfin, si la confiance suscitée par les leaders environnementaux est plus faible en Alberta que partout ailleurs, soulignons qu'il existe des divergences d'avis considérables au sein même des provinces. Et c'est précisément en Alberta qu'elles sont les plus fortes. Selon le clivage gauche-droite, par exemple, l'écart entre le niveau de confiance des Albertains se situant à gauche et à droite de l'échiquier politique est environ deux fois plus important que dans les provinces voisines de la Saskatchewan et de la Colombie-Britannique, et nettement plus élevé qu'au Canada central.

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf.uqam.ca/>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

LE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. www.mulroneyinstitute.ca

LA JOHNSON SHOYAMA GRADUATE SCHOOL OF PUBLIC POLICY (JSGS)

Créée en 2007 par l'Université de Regina et l'Université de la Saskatchewan, la Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy (JSGS) est reconnue pour ses formations innovatrices et ses programmes de microcrédit pour les étudiants diplômés et les praticiens des politiques publiques. À travers ses recherches qui poussent à la réflexion, la JSGS propose une perspective saskatchewanaise sur les enjeux politiques locaux, provinciaux, nationaux, et mondiaux sur des sujets tels que l'innovation, la science, les technologies, la société, les inégalités et la gouvernance. www.schoolofpublicpolicy.sk.ca

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible. <https://www.environmentalinstitute.org>



INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY



BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT



**Environics
Institute**

**The Environics Institute
for Survey Research**

900-33 Bloor Street East
Toronto, ON M4W 3H1

416 969 2457
www.environicsinstitute.org